JUAN BRANCO

UNE GROSSE PRODUCTION

Fils du producteur de cinéma Paulo Branco, Juan a un nom. Mais il a surtout des idées. Et ce petit gars de 23 ans – une des figures du combat anti-Hadopi – navigue, avec une déconcertante facilité, entre cabinets ministériels et institutions internationales pour les faire avancer. Un véritable globe-trotter de la politique.

par Marc Endeweld
portraits Nolwenn Brod/Temps Machine

QUAND UN JOURNALISTE DE *LIBÉRATION* est venu voir Juan Branco pour faire son portrait, il ne s'attendait sûrement pas à une telle histoire. Avec Juan, pas de *storytelling* possible. «*Je suis incapable de te raconter un parcours linéaire,* nous prévient-il. *C'est ce qu'attendait* Libé. *Le journaliste était tétanisé, il ne savait pas comment me prendre. Il m'a dit "*C'est très intéressant*", et puis il ne m'a jamais rappelé.*» Dans un conte d'Andersen, son portrait pourrait commencer comme ça: du haut de ses 23 ans, Juan a déjà eu mille expériences, mille idées, mille pays. Un peu *too much*, mais l'idée est là. Pourtant, sa tutelle maternelle semble en demander plus: «*Ma mère me dit toujours que je n'ai pas suffisamment d'expérience internationale.*» Juan est pourtant issu de l'union d'une maman espagnole, psychanalyste, et d'un papa portugais, producteur de cinéma, Paulo Branco, qui a produit plus de 200 films, notamment ceux de Raoul Ruiz, Manoel de Oliveira, Wim Wenders, Mathieu Amalric, Olivier Assayas... «*Beaucoup de gens me connaissent par ce biais*», confie Juan un peu gêné d'être régulièrement renvoyé à la figure paternelle par le village parisien.

UNE FRANCE MYTHIQUE

Né en Espagne, dans la province de Malaga, enfance tranquille à Paris entre le Vème et VIème arrondissements. Son père a souvent la tête ailleurs, et Juan le suit tant bien que mal, de festival en festival: «*J'ai dû faire vingt-et-un festivals de Cannes, et presque autant à Venise...*», constate-t-il, ni fanfaron, ni blasé. À l'adolescence, peu passionné par l'école, Juan se met à l'équitation d'endurance (des courses de 100 kilomètres), manière, là aussi, de partager un peu de temps avec son père passionné par les chevaux. Il n'en faut pas plus pour qu'il se retrouve invité à Dubaï par le cheikh Al Maktoum pour participer à des courses. «*Tu me demandais pourquoi je n'avais aucune timidité par rapport à l'establishment. Mais la question est plutôt de savoir pourquoi je n'y ai pas adhéré complètement.*» Un sentiment de décalage qui ne l'a jamais quitté. Peut-être parce que, tout en habitant pas loin de Saint-Germain-des-Prés, la famille Branco a toujours dû jongler avec les hauts et les bas de la maison de production du père.

Baignant depuis tout petit dans le petit monde du cinéma d'auteur, Juan a soif d'évasion et... de politique. Naturalisé franco-espagnol il y a trois ans – «*J'ai un décret signé par Hortefeux et Besson!*» rigole-t-il –, il a été élevé dans l'idée d'une France mythique. Passionné par l'Histoire, et porté par les grands récits, il dévore Max Gallo à 10 ans, fait adhérer toute sa famille au PSE (Parti socialiste espagnol) à 13 ans, et se met à lire *Libération* (en commençant quand même par les pages Sports).

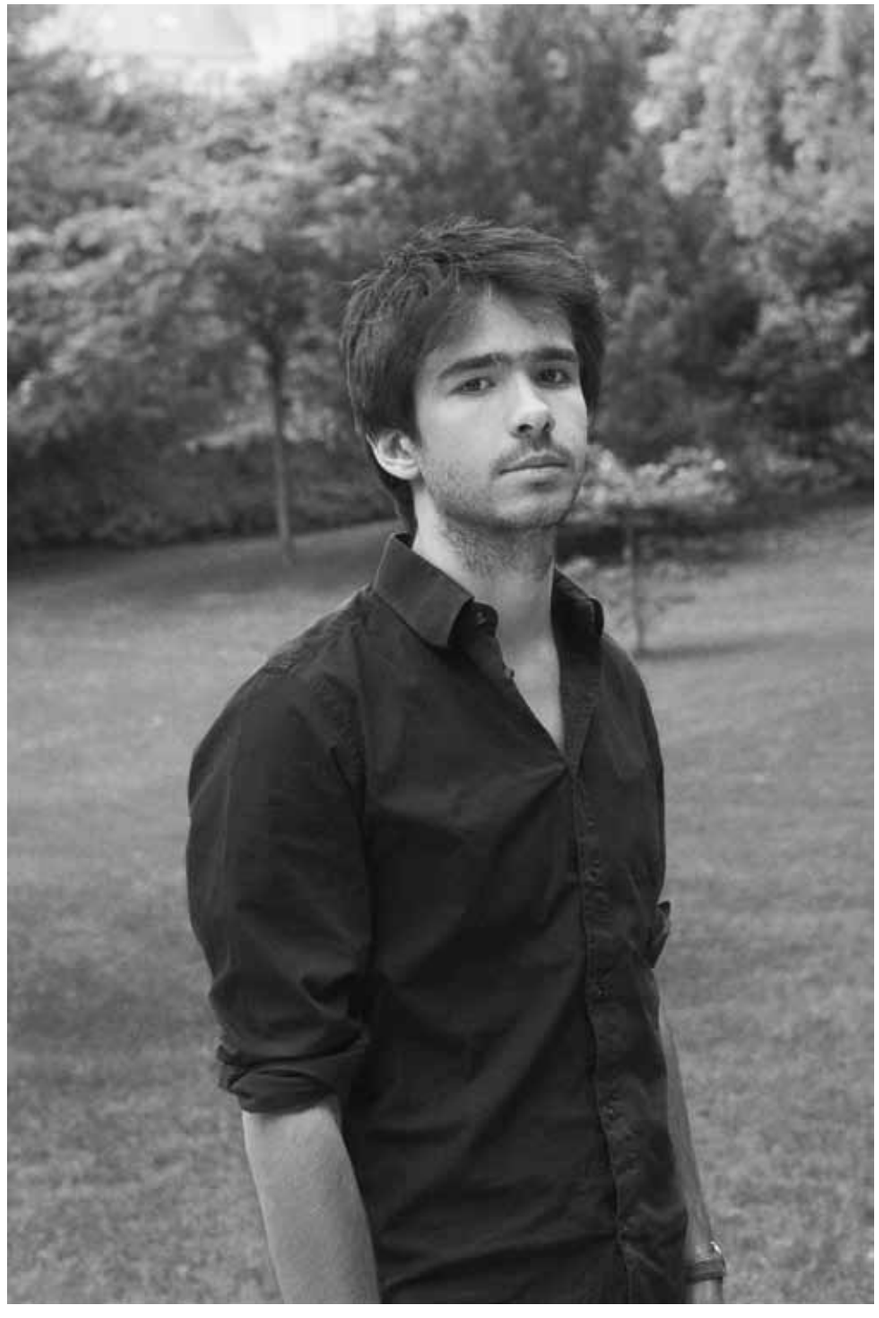
Après son bac, c'est tout naturellement qu'il se

© Nolwenn Brod pour Charles

tourne vers Sciences Po, sous le regard intrigué de son père. Déception, les cours l'ennuient. Ce geek multiplie alors les activités: cours de philo et de droit à la Sorbonne, militantisme chez les jeunes Verts de Paris, réalisation d'un court métrage avec des étudiants de Sciences Po, et surtout, participation au ciné-club de l'école qui fait grand bruit avec, par exemple, la visite rue Saint-Guillaume de Catherine Deneuve, ou la projection devant 200 étudiants médusés de *Salò ou les 120 journées de Sodome.* Au point que le directeur de Sciences Po, Richard Descoings, lui propose de devenir le photographe de l'école (Juan a déjà été photographe de plateau lors de tournages) et de bosser à son cabinet. Forcément, chez les «sciences pistes» assoiffés de reconnaissance et passionnés par la lutte des places, ça jase. «*J'ai sous-estimé l'impact que ça avait pu avoir*», confie aujourd'hui Juan.

LOBBYISTE DE L'OMBRE

Mais Juan Branco se révèle surtout au moment du débat sur Hadopi (Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet) en tant que redoutable lobbyiste en herbe. Alors qu'il est en deuxième année à Sciences Po, les questions culturelles percutées par la vague numérique le passionnent. En avril 2009, il convainc plusieurs figures du monde du cinéma de signer une tribune dans *Libération* contre la loi Hadopi. Parmi elles, Catherine Deneuve, Christophe Honoré, Chantal Akerman, Victoria Abril, Chiara Mastroianni ou Louis Garrel. «*J'ai tout simplement envoyé à* Libération *la tribune via le mail des pages Rebonds...*» se souvient-il. Le lendemain, surprise, le texte qui devait instituer Hadopi est rejeté par l'Assemblée nationale, du fait de l'absence de nombreux députés de la majorité UMP. Quelque temps après, la ministre



© Nolwenn Brod pour Charles

DOMINIQUE DE VILLEPIN LE DRAGUE DE PLUS EN PLUS OUVERTEMENT POUR QU'IL TRAVAILLE AVEC LUI DANS LA PERSPECTIVE D'UNE ÉVENTUELLE CANDIDATURE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2012. JUAN PRÉFÈRE DÉCLINER POLIMENT

Christine Albanel, mauvaise joueuse, persifle contre «*ces artistes amenés par un petit jeune.*» Un premier fait de gloire donc, mais Juan, en bon lobbyiste, préfère rester dans l'ombre : «*C'est là que je découvre vraiment le milieu politique et technocratique, et comment les lois sont travaillées.*»

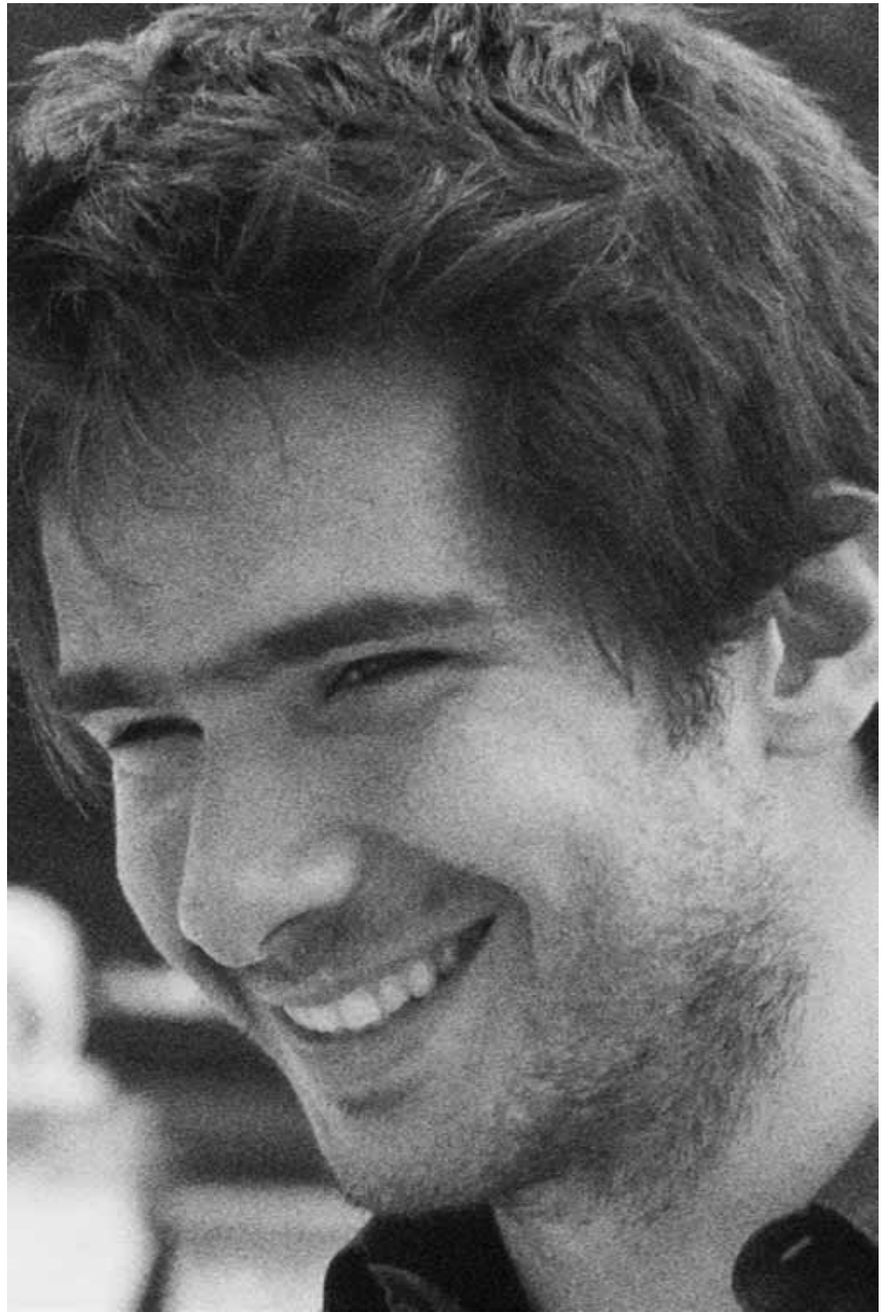
Avec cette tribune, il découvre aussi la possibilité d'agir concrètement : «*Le socialiste Christian Paul m'a dit que la tribune lui avait permis de convaincre Martine Aubry qu'il fallait que le PS s'engage contre la loi alors qu'elle ne voulait prendre aucun risque par rapport aux milieux culturels.*» Résultat, dans la foulée, Juan Branco monte un collectif anti-Hadopi, avec l'UFC-Que Choisir et les activistes de la Quadrature du Net – «*Des mecs qui passent leur vie à se battre pour leurs idées et qui n'ont pas le moindre désir de pouvoir, d'apparat*», souffle-t-il, admiratif. Il deviendra l'une des chevilles ouvrières du collectif. Après des semaines de lutte, Hadopi existera, mais dans une version *low cost*, moins répressive. Exit Albanel. De cet épisode, Juan en tirera un ouvrage *Réponses à Hadopi*, pour lequel il interviewe longuement Jean-Luc Godard, et qui sera publié chez Capricci, prestigieuse maison dirigée par Thierry Lounas, Emmanuel Burdeau et François Bégaudeau.

OVNI PAPARRAZI

Mais le geek Juan a la bougeotte. Pour son année de mobilité à Sciences Po, il s'envole pour New Delhi, comme photographe stagiaire dans un tabloïd local. Loin du VI[ème] arrondissement… Paparazzades, sorties de boîtes, virées alcoolisées avec des collègues qui vivent dans des bidonvilles : «*En Inde, les photographes de presse se situent dans l'échelle sociale au niveau des femmes de ménage et des gardiens de nuit. Les journalistes ne nous parlaient pas. Moi, j'étais un peu un ovni, un blanc, européen, et recommandé par la direction.*»

Entre deux avions, il apprend alors qu'il est pris en stage à la Cour pénale internationale (CPI) au bureau du procureur. Direction La Haye : «*Ce fut une chance incroyable… D'autant qu'on m'a mis très vite dans la boucle*», s'illumine Juan. Et comme à son habitude, le jeune stagiaire bout d'idées et multiplie les initiatives. Notamment une conférence de soutien au juge Baltasar Garzón (poursuivi en Espagne pour avoir enquêté sur les franquistes), organisée à Sciences Po Paris en mai 2010, via l'association d'étudiants Jeune République qu'il a cofondée l'année précédente avec quelques amis. Et tout cela en partenariat avec la CPI et Amnesty International : «*C'était la première apparition publique du juge Garzón après l'officialisation de sa suspension en Espagne. L'association Jeune République lui a remis le prix Liberté et Démocratie René Cassin* (le principal rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme – NDLR). *Il y avait quarante télés présentes ! Nous avons eu un article dans* El País *et l'ouverture des JT ! C'est à partir de ce moment que j'ai compris comment fonctionnait la presse. En Espagne, ce petit événement d'étudiants a été présenté par les médias comme l'un des prix les plus prestigieux d'Europe !*».

Grosse pression donc, mais réussite sur toute la ligne. «*J'ai juste connecté les réseaux*», nous ☞



© Nolwenn Brod pour Charles

« IL EST TRÈS BIEN CE JEUNE HOMME »

FRANÇOIS HOLLANDE

raconte-t-il presque timidement. À son arrivée à Roissy, le juge Garzón est un peu surpris d'être accueilli par un homme à l'apparence si juvénile… Évidemment, parmi les cadres de la CPI, la réussite médiatique de Juan attise irritations et jalousies. En tout cas, le soir même, les invités du jour se retrouvent ensemble pour un dîner organisé, là encore, par Juan et son équipe. Autour de la table, rien de moins que le juge Baltasar Garzón, le procureur de la CPI Luis Moreno Ocampo, Eva Joly, Dominique de Villepin, Christian Paul… Suite à cette rencontre, Garzón sera d'ailleurs recruté par la CPI pour une mission provisoire. Comme dit Juan, c'est juste connecter les réseaux, quoi !

ASSISTANT DU PROCUREUR

À son retour à Paris, en plus de Sciences Po et de ses cours de littérature, philo, droit et géopolitique à la Sorbonne, il entre par la petite porte à l'École normale supérieure. Un boulimique qui parle cinq langues : français, espagnol, anglais, portugais, et italien. Lui qui lisait Nietzsche une semaine avant son bac s'est décidé, il y a peu, à entamer une thèse sur la justice internationale « *juste pour le plaisir.* » Bref, il y a un petit côté James Franco chez Juan (l'acteur américain qui a repris ses études a, paraît-il, une propension à multiplier les cours et activités universitaires en plus de son boulot à Hollywood). « *J'ai un côté asocial et intransigeant* », reconnaît Juan. « *C'est un personnage !* » s'exclame une de ses anciennes collègues étudiantes à Sciences Po.

Juan Branco attire en tout cas les attentions. Le procureur Ocampo le recrute comme assistant spécial à la CPI. Tout en continuant ses études, il devient ainsi en 2011, à mi-temps, officier de liaison de la Cour pour la zone francophone à Paris. À la même époque, Dominique de Villepin, attiré par les idéaux intransigeants de Juan et son sens tactique et logistique indéniable, le drague de plus en plus ouvertement pour qu'il travaille avec lui dans la perspective d'une éventuelle candidature à l'élection présidentielle de 2012. Juan préfère décliner poliment.

Il a d'autres envies. Convaincre par exemple son père de produire au cinéma l'adaptation du roman de Don DeLillo *Cosmopolis*. Dans une interview sur slate.fr, le cinéaste David Cronenberg lui rend hommage : « [Le producteur] *Paulo Branco et son fils Juan Branco sont venus à Toronto me proposer de l'adapter, Paulo m'a dit : "*Mon fils pense que c'est vous qui devriez faire ce film*" Je connaissais d'autres livres de DeLillo, et je connaissais Paulo et les nombreux grands films qu'il a produits, donc je me suis dit : "Ça* vaut le coup d'y aller voir.*" Ce qui m'est assez inhabituel : d'ordinaire, je préfère être à l'origine de mes projets. Mais là, à cause d'eux deux, j'ai dit "*OK*" et j'ai pris le livre. Deux jours plus tard, je l'avais lu et j'ai appelé Paulo en lui disant : "*D'accord, je veux le faire*" » Suite à cet échange, Cronenberg mettra à peine six jours pour écrire le scénario. On connaît la suite.

Et quand la révolution éclate en Tunisie début 2011, Juan n'a qu'une idée en tête : prendre ☞

l'avion. Avec deux amis qui parlent arabe, il s'y rend à peine quelques jours après la chute de Ben Ali. « *Un voyage à titre personnel* », dit-il au procureur Ocampo, pas dupe pour autant. Une fois en Tunisie, Juan rencontre effectivement plusieurs figures du mouvement révolutionnaire, et notamment le grand juriste Yadh Ben Achour, pour les convaincre qu'il est nécessaire que la Tunisie adhère très rapidement à la CPI. Ce sera chose faite par le Conseil des ministres provisoire quelques jours après son voyage. Immédiatement, à La Haye, c'est le tollé ! Comment un jeune assistant a-t-il pu prendre une telle initiative en dehors de toutes les procédures de l'institution ? Et si le procureur Ocampo ne boude pas son plaisir devant une telle adhésion, il n'est plus en mesure de soutenir Juan face à l'institution. Le jeune assistant est viré.

JUAN EN CAMPAGNE

Peu importe, il est déjà parti pour de nouvelles aventures. À partir de la rentrée de septembre en 2011, il anime un séminaire sur la justice internationale à l'ENS, et encadre des jeunes lycéens de banlieue tous les samedis après-midi pour les préparer aux concours de grandes écoles. Au détour d'un colloque sur le droit d'auteur qu'il organise pour son père dans le cadre d'un festival au Portugal, il rencontre Aurélie Filippetti qui, deux jours plus tard, est nommée responsable culture pour la campagne présidentielle de François Hollande. Elle fait appel à lui : « *Je cherche un directeur de cabinet pour les cinq mois de la campagne sur la culture, le numérique… J'aimerais bien que ça soit toi (…) Tu as le profil, tu as notamment les diplômes pour faire face aux énarques qui pourraient nous embêter* », laisse-t-elle comme message sur son répondeur. Il accepte.

Commence alors une drôle d'équipée. Juan abat un travail considérable pour la future ministre de la Culture. Avec elle, il rencontre la plupart des grandes pontes de l'audiovisuel : Nonce Paolini (« *Il nous reçoit pendant deux heures trente à la tour TF1* »), Rémy Pflimlin, Bertrand Méheut, Rodolphe Belmer, Alain Weill… Il organise également plus de 200 auditions en trois mois et demi avec l'ensemble des acteurs de la culture. Tout ce travail pour arriver à « *un point d'équilibre* » sur une éventuelle abrogation d'Hadopi : « *Nous avions réussi à faire accepter son principe par de nombreux acteurs.* » Mais d'autres ne l'entendent pas de cette oreille, notamment Jérôme Clément ou Olivier Poivre d'Arvor qui font le forcing auprès du candidat Hollande pour sauver la loi.

Et si Juan réussit à convaincre Hollande d'annoncer l'abrogation d'Hadopi dans le discours sur la culture qu'il prononce à Nantes, quelques jours plus tard le candidat signe une tribune dans *Le Monde* beaucoup plus timorée. De son côté, Aurélie Filippetti semble naviguer à vue, au gré des promesses concernant son sort personnel après l'élection, et refuse de revenir sur le sujet Hadopi en fin de campagne, lorsqu'elle est désormais assurée de devenir ministre. Si Juan est repéré par le futur Président – « *Il est très bien ce jeune homme* », dit François Hollande à des proches – ce dernier fulmine et menace de démissionner : « *Je voulais tenir sur le sujet Hadopi. Filippetti ne voyait pas que j'étais sur ce sujet depuis deux ans, et que je me battais pour des idées ! Ce n'était pas la promesse d'un poste de conseiller qui allait me faire avaler la couleuvre. Je ne pouvais pas renier deux ans de combat comme cela.* » L'issue de l'élection signe la rupture entre Filippetti et son jeune conseiller. Elle ne l'invite pas à sa passation de pouvoir, et il est écarté du futur cabinet.

DU NORD KIVU À YALE

Mais à l'automne, Juan est déjà ailleurs. Il décide de partir par ses propres moyens au Nord-Kivu, une province du nord-est de la République démocratique du Congo, déchirée par la guerre : « *Je voulais voir pour comprendre.* » Car l'ancien assistant de la CPI ne se satisfait plus de la simple lecture des rapports sur les droits de l'homme dans la région. Sans rien dire à sa mère, il prend un prêt étudiant, récupère un gilet pare-balles à Reporters sans frontières, et obtient son visa. Là-bas, il se balade sur une mobylette – pendant que les rares occidentaux se déplacent en 4X4 – fait des photos, et va jusqu'à rencontrer l'un des chefs rebelles, Vianney Kazarama. À son retour, il écrira un article dans *Le Monde diplomatique* intitulé « *Qui veut vraiment la paix au Congo ?* ». À peine est-il arrivé à Roissy que le cabinet de Laurent Fabius lui propose un poste de conseiller au Quai d'Orsay, chargé des droits de l'homme et de la justice internationale. Sa plume est également appréciée pour écrire certains discours du ministre. Mais son sentiment d'impuissance sur le dossier syrien l'amène à donner sa démission en mai.

Il retrouve alors sa liberté de parole, et n'hésite pas à dire tout haut dans une tribune publiée dans *Les Inrockuptibles* ce qu'il pense de la gestion gouvernementale du dossier Hadopi : « *En proposant la "*suppression d'Hadopi*", pour mieux en renforcer le volet répressif, Pierre Lescure et le gouvernement se prêtent à une opération de blanchiment dont personne n'est dupe. Elle masque les autres mesures, notamment la création de plusieurs taxes, dont on interrogera nécessairement la légitimité dès lors qu'aucun nouveau droit n'est créé pour les publics.* »

Mais Juan sait que sa parole, seule, ne compte pas : « *Nous avions été reçus par Frédéric Mitterrand comme collectif. Moi, comme auteur, j'étais personne. Pour faire avancer ses idées, il faut appartenir à une structure. Peu importe, si elle est artificielle. Et ce qu'il y a de génial aujourd'hui, c'est qu'avec Internet, les réseaux sociaux, on peut très vite monter un tel truc. Il suffit de communiquer. Et après, c'est machine contre machine.* » On lui dit parfois qu'il pourrait faire un très bon grand reporter. Son côté *Tintin*. Il préfère faire bouger les lignes. Et se fout que son parcours ressemble à du *name dropping* : « *J'ai peur au contraire que cela rende ma parole peu crédible par rapport à ce que je veux exprimer. Que ça me rende apte à devenir un petit soldat du système qui entre en cabinet, puis qui devient député… Mais qui ne fait rien à l'arrivée. Comment porter un quelconque changement dans ces conditions ? Car je suis convaincu qu'il va y avoir une rupture. S'il n'y a pas de rupture, la politique ne m'intéresse pas.* » Juan Branco a encore toute la vie devant lui, mais on sent bien chez lui un sens des responsabilités qui dépasse largement son âge. En attendant, il va s'envoler dès juillet pour les États-Unis. Pendant un an, il sera chercheur invité à Yale Law School, l'une des écoles américaines les plus prestigieuses pour qui veut faire… de la politique.

À PEINE EST-IL REVENU D'UN REPORTAGE AU NORD-KIVU QUE LE CABINET DE LAURENT FABIUS LUI PROPOSE UN POSTE DE CONSEILLER AU QUAI D'ORSAY